
Définir une juste ambition pour les professionnels et une identité pour l'ICOM

Defining a reasonable goal for professionals and an identity for ICOM

Emilie Girard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/iss/2535>

DOI : 10.4000/iss.2535

ISSN : 2306-4161

Éditeur

ICOM - International Council of Museums

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2020

Pagination : 121-131

ISBN : 978-2-491997-27-4

ISSN : 2309-1290

Référence électronique

Emilie Girard, « Définir une juste ambition pour les professionnels et une identité pour l'ICOM », *ICOFOM Study Series* [En ligne], 48-2 | 2020, mis en ligne le 26 janvier 2021, consulté le 06 février 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/iss/2535> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/iss.2535>

ICOFOM Study Series

Définir une juste ambition pour les professionnels et une identité pour l'ICOM

Emilie Girard

Mucem - Marseille, France

RÉSUMÉ

Les définitions successives qu'a connues l'ICOM ont jusqu'à ce jour toutes mis en avant le caractère professionnel de l'organisation en décrivant les missions fondamentales des musées, tout en revendiquant son rôle social. Le débat instauré à Kyoto a posé la question de la place laissée à ces missions face à un militantisme appuyé et une déclaration forte de valeurs humanistes. Faut-il faire prévaloir l'un par rapport à l'autre ? Si la définition permet de définir un socle commun pour les professionnels des musées, elle a peut-être surtout un rôle fondamental à jouer pour établir l'identité de l'ICOM et décider de la nature de l'association.

Mots clés : Différence spécifique, adhésions, missions, valeurs, identité.

ABSTRACT

Defining a reasonable goal for professionals and an identity for ICOM

The successive ICOM definitions have so far all emphasized the professional nature of the organization by describing the fundamental missions of museums, while claiming its social role. The debate that occurred in Kyoto raised the question of the place left to these missions with a strong militancy and a declaration of humanist values. Should one prevail over the other? If the definition makes it possible to define a common base for museum professionals, it may especially play a fundamental role in the identity of ICOM and the nature of the association.

Keywords: Specificity, membership, missions, values, identity.



*JE PRENDS L'ENGAGEMENT SOLENNEL
de consacrer ma vie au service de l'humanité ;
JE CONSIDÉRERAI la santé et le bien-être de mon patient comme ma priorité ;
JE RESPECTERAI l'autonomie et la dignité de mon patient ;
JE VEILLERAI au respect absolu de la vie humaine ;
JE NE PERMETTRAI PAS que des considérations d'âge, de maladie ou d'infirmité,
de croyance, d'origine ethnique, de genre, de nationalité, d'affiliation politique,
de race, d'orientation sexuelle, de statut social ou tout autre facteur s'interposent
entre mon devoir et mon patient [...]*

Déclaration de Genève

”

La déclaration de Genève, également intitulée « Serment du médecin », figure en annexe du code de déontologie médicale. Cette déclaration a été adoptée par l'assemblée générale de l'Association médicale mondiale en 1948 et a fait l'objet depuis de plusieurs révisions, dont la dernière date d'octobre 2017. Du point de vue du champ lexical et des valeurs portées, une parenté se dessine avec le projet de nouvelle définition porté au débat à Kyoto en septembre 2019. On y retrouve les termes de « dignité humaine », de « justice sociale », d'« égalité » et de « bien-être ». Ces valeurs ne sont évidemment pas l'apanage des professionnels de musée, et bien d'autres métiers pourraient reprendre à leur compte ces principes humanistes, tout autant que d'autres termes proposés dans

le texte. Les directeurs de théâtre sont à la tête de « lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques », les enseignants peuvent prétendre à concourir au « dialogue critique sur les passés et les futurs », les sociologues abordent « les confits et les défis du présent », nombre d'associations humanitaires « sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits », le travail pour l'« égalité d'accès au patrimoine » est également mené par les professionnels des bibliothèques, des archives ou des monuments historiques pour n'en citer que quelques-uns. Ces combats sont également partagés par les artistes, les travailleurs sociaux, les associations citoyennes... Au titre des valeurs défendues dans le projet de nouvelle définition, les professionnels de musées se retrouvent « un parmi d'autres », et si ces principes ne sont évidemment pas étrangers à leur pratique, ils ne permettent pas de définir la spécificité de leurs métiers. L'objectif de la Déclaration de Genève ne prétend d'ailleurs pas définir la fonction médicale, l'hôpital, ou toute institution médicale : elle fournit un cadre éthique à vocation internationale, nécessaire dans le monde médical tout autant que dans le monde muséal : les professions des musées ont expressément besoin d'un cadre pour faire face aux crises contemporaines que nous traversons, la crise liée à la Covid l'a encore dramatiquement démontré, et assumer le rôle social du musée. Mais est-ce-là ce qu'on attend de la définition des musées par l'ICOM, alors que celle-ci dispose d'un code de déontologie spécifiquement dévolu à ces questions éthiques ?

La définition, un socle commun pour les professionnels des musées

Si on s'arrête un instant sur les définitions successives qu'ont reconnues l'ICOM et ses membres, on verra que, après une première définition centrée sur la notion de collection, s'il est une chose qui évolue peu, en dehors de la mention d'ouverture au public qui précise la destination des actions et qui ne disparaît d'ailleurs que dans le projet de 2019, ce sont les termes relatifs aux missions, et donc aux métiers des musées.

L'article 2 des statuts originaux de l'ICOM affirme :

« Le mot « musée » désigne toutes les collections de documents artistiques, techniques, scientifiques, historiques ou archéologiques ouvertes au public, y compris les jardins zoologiques et botaniques, mais à l'exclusion des bibliothèques, exception faite de celles qui entretiennent en permanence des salles d'exposition. » (ICOM, 1946).

”

En 1960, lors du premier remaniement de la définition, le cœur de métier se précise :

« [...] conserver, étudier, mettre en valeur par des moyens divers et essentiellement exposer pour la délectation et l'éducation du public un ensemble d'éléments de valeur culturelle: collections d'objets artistiques, historiques, scientifiques et techniques, jardins botaniques et zoologiques, aquariums, etc. » (Rivière, 1960).

”

En 1974, ces missions sont reprises, légèrement synthétisées, et la définition affirme que le musée « [...] fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation. » (ICOM, n.d.)

On soulignera l'apparition de la notion de recherche posée comme une des missions fondamentales des musées, et les objectifs d'éducation et de délectation. La définition de 2007 ne s'éloigne encore pas vraiment de celle de 1974 du point de vue des missions du musée, puisque le musée « [...] acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'étude, d'éducation et de délectation. » (ICOM, n.d.)

Seule la notion de transmission vient remplacer celle de communication, et l'étude celle de recherche. On notera que c'est au même moment qu'est retirée la liste des institutions reconnues par l'ICOM qui comprenait neuf catégories et qui servait de guide pour les comités, aidant à l'acceptation ou non des membres sans marge d'interprétation trop vaste (Mairesse, 2020). Faut-il voir la raison du doublement du nombre de membres, qui passe de 20 000 en 2006 à plus de 40 000 en 2017 ?

Le projet de définition proposé à Kyoto n'efface évidemment pas la spécificité professionnelle. Les termes « artefacts et spécimens » et « patrimoine », les missions de collecte ou d'enrichissement des collections, d'étude, de préservation, d'interprétation, d'exposition mentionnés dans le texte sont les espaces d'expression de la spécificité des musées. La notion de recherche ou d'étude s'efface cependant.

Les membres de l'ICOM semblent continuer à être attachés à ces grandes missions constitutives de la fonction et de la nature des musées. À la suite de la publication du rapport du MDPP, en début d'année 2019, l'ICOM avait lancé une grande campagne de collecte de propositions de définitions du musée. À la clôture de cette campagne fin juin 2019, on comptait 269 propositions, rédigées dans 25 langues (toutes traduites en anglais par les rédacteurs ou via Googletrad) et émanant de 69 pays. ICOM France s'était alors prêté à une analyse de ces propositions et des termes employés, afin de voir s'il était possible de dégager des grandes tendances et en quoi la définition proposée au vote à l'Assemblée générale extraordinaire de Kyoto le 7 septembre 2019 était

ou non le reflet de ces propositions. La méthode employée a été simple : on a repéré dans chacune des 269 propositions les différents termes ou idées phares (on a parfois compté ensemble un substantif et sa forme qualificative ou des termes de sens proches), soit issus de l'ancienne définition, soit récurrents dans les propositions, soit apparaissant dans la définition proposée au vote. On en a ensuite compter le nombre d'occurrences de chaque terme pour faire apparaître de grandes tendances. Les missions du musée se retrouvent dans la majorité des définitions proposées : ainsi, 51% des propositions mentionnent les termes « préserver », « conserver », « restaurer », « protéger », « sauvegarder » ou « prendre soin » (appliqué ici aux collections). La mission de « collecte » est quant à elle présente dans 12% des définitions et 35% des propositions font enfin référence à la mission de mise en exposition du patrimoine conservé.

A Paris, en mars 2020, 41 comités nationaux, internationaux et alliances régionales se sont réunis à l'initiative d'ICOM France, avec la collaboration active d'ICOM Europe, ICOM Allemagne et ICOFOM, pour tenter de répondre à la question « De quelle définition les musées ont-ils besoin ? ». Un grand nombre d'interventions ont souligné la nécessaire distinction entre ce qui relève d'une définition, au sens linguistique du terme, et ce qui relève d'un manifeste et ont rappelé l'importance des missions professionnelles pour définir les musées. Les résultats de plusieurs sondages menés auprès de membres d'ICOM, comme celui conduit par ICOFOM, vont dans le même sens :

« Les termes qui font plutôt consensus sont issus de la définition du musée de l'ICOM en vigueur, adoptée en 2007. De nombreux termes – notamment les expressions « dignité humaine, justice sociale, égalité mondiale et bien-être planétaire » placées à la fin de la proposition de nouvelle définition et qui rendent plutôt compte d'objectifs à atteindre par l'institution font particulièrement débat » (Bertin, 2020).

”

Il semble donc toujours et encore indispensable pour les membres d'affirmer avec force ce qui relève des métiers des musées, et de ne pas estomper la mission professionnelle qu'ils assument, ce qui n'est pas sans poser question au vu de la multiplication de l'attribution du terme « musée » à des établissements, notamment reconnus par ICOM, où ces missions ne sont pas nécessairement réalisées.

Pour les lexicologues, une définition doit statuer sur ce qu'est la chose définie, en exprimant clairement et avec brièveté ce qui fait sa « différence spécifique » (Chiss, 2020). Au regard des définitions successives, on voit comment ce caractère spécifique semble résider dans les grandes missions de recherche, de conservation et de communication du patrimoine. D'aucun pourront objecter que les actions qui reviennent dans les propositions des membres (« collec-

ter », « préserver », « étudier », « interpréter », « exposer », ainsi que la notion de « patrimoine ») ne concernent que les métiers de la conservation et de la médiation et laissent de côté nombre de fonctions supports pourtant devenues indispensables au management des musées. Certes, mais ces dernières fonctions ne sont pas propres au monde muséal. D'autres lieux ou institutions communiquent, administrent, gèrent ou encore développent les ressources. Aucun autre que les musées n'étudient, ne conservent ET n'exposent ou communiquent les biens du patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement. Ces trois grandes missions ne sont pas optionnelles mais sont complémentaires pour définir les musées. On a pu constater ces dernières années la multiplication de sociétés de production qui proposent et organisent au sein même des musées membres de l'ICOM de nombreuses expositions. A n'en pas douter, ces professionnels sont des professionnels de l'exposition, mais peut-on les considérer comme des professionnels de musée pour autant et donc des membres potentiels de l'ICOM ? Le paysage muséal a fortement évolué ces vingt dernières années, avec notamment un recours aux prestataires dits extérieurs de plus en plus important, situation faisant suite au mouvement général d'externalisation de certaines missions des musées. L'ICOM ne peut que le constater et faire évoluer ses critères d'adhésion pour prendre en compte cette réalité, mais elle doit aussi, si elle veut rester fidèle aux principes qui ont guidé sa création, défendre clairement la spécificité de la position des musées, qui sont les seuls à assurer de concert ces trois missions fondamentales qui ont jusqu'à ce jour garanti l'identité professionnelle de l'association.

La définition, une nécessité pour l'ICOM

L'ICOM est en effet, rappelons-le, une organisation professionnelle, comme l'affirme l'article 2 de ses statuts.

« L'ICOM est l'organisation internationale des musées et des professionnels de musée vouée à la recherche, à la conservation, à la pérennité et à la transmission à la société, du patrimoine naturel et culturel mondial, présent et futur, matériel et immatériel. L'ICOM établit des normes professionnelles et déontologiques applicables aux activités des musées, émet des recommandations sur ces sujets, promeut le renforcement des compétences, fait progresser les connaissances et sensibilise le public à la conservation du patrimoine, par l'intermédiaire de réseaux mondiaux et de programmes de coopération. »

”

La définition des musées donnée par l'ICOM est la base sur laquelle chaque comité s'appuie pour accepter ou non les demandes d'adhésion et définir qui peut être membre d'ICOM et qui ne le peut pas. L'article 3 des statuts précise que

« [...] les professionnels de musée comprennent l'ensemble des membres du personnel des Musées et des Institutions répondant à la définition [des musées de l'ICOM], et les personnes qui, dans un contexte professionnel, ont pour activité principale de fournir des services, des connaissances et une expertise aux Musées et à la communauté muséale. »

”

La définition des musées assure donc avant tout une mission pratique, celle d'être un outil permettant de définir des critères d'adhésion et ainsi asseoir la nature de l'ICOM et confirmer (ou non) son rôle d'association professionnelle où les questions d'éthique jouent un rôle majeur.

« Table : Meuble composé d'un plateau horizontal reposant sur un ou plusieurs pieds ou supports ». C'est ainsi que le dictionnaire Larousse définit en français l'ensemble des types de tables possibles, qu'elles soient basses ou hautes, tripodes ou quadripodes. On admet généralement que si une définition doit présenter ce qui fait la différence spécifique d'une chose, elle doit également ne pas exclure par trop de qualificatifs ou de données d'objectifs. On ne précisera ainsi pas les usages possibles d'une table, si elle doit servir à manger, ce qui laisserait de côté les tables à jeu, à langer, d'opération, etc... Doit-il en être de même pour la définition des musées de l'ICOM ? Peut-on et doit-on se contenter d'un énoncé de missions professionnelles et s'en tenir à une neutralité terminologique ? Certainement pas, tant l'engagement déontologique de l'ICOM marque son identité. La définition a toujours défendu des valeurs, celles liées à l'engagement social des musées, qualifiées dans la définition de 1960 d'établissement d'« intérêt général », puis établies comme étant « au service de la société et de son développement ».

Le mieux est l'ennemi du bien : c'est sans doute là le défaut majeur de la proposition de 2019 qui priorise les principes d'ouverture et de participation, affirme l'ancrage social des musées, revient sur ses missions professionnelles (et de fait les relègue au second plan) et se termine par un arsenal de valeurs humanistes. Le projet dépasse la seule affirmation de valeurs pour s'engager dans une forme de militantisme très identifiée où la mission sociale prime sur les fonctions professionnelles de conservation, recherche et communication (Mairesse, 2020). À une époque où la pluridisciplinarité, voire l'interdisciplinarité est de plus en plus revendiquée, les frontières entre musées de beaux-arts, musées d'histoire ou musées de société sont de moins en moins nettes et peut-être même de moins en moins légitimes. Cependant, les termes employés dans la définition ne peuvent pas être trop marqués par des courants muséologiques propres à certaines familles de musées, car la définition doit pouvoir être reconnue et endossée sans réserve par l'ensemble des musées, quelle que soit leur nature ou leur positionnement géographique. Prenons l'exemple des réactions au terme choisi de « polyphonie ». Si la démocratisation des pratiques culturelles est

depuis fort longtemps au cœur des préoccupations des musées, le terme de « polyphonie » a pu apparaître aux yeux de beaucoup comme un ovni. Que signifie-t-il exactement ? Quelles implications porte-t-il sur les pratiques des professionnels ? L'usage du terme a entraîné de nombreuses réactions, notamment dans le milieu des musées de sciences où la question de la légitimité de la prise de parole au sein de l'institution muséale est particulièrement vive (Membres du comité de direction du Muséum national d'Histoire naturelle, 2019). Si donner la parole aux habitants, pour reprendre la phraséologie des écomusées, à l'œuvre depuis les années 1960, ou aux communautés pour utiliser celle du monde anglo-saxon (difficilement transcritible d'ailleurs dans certaines langues comme le français, non seulement pour des raisons de traduction mais également pour des questions philosophiques) est devenu chose courante pour de nombreux musées de société, comment appliquer sans risque de dérive relativiste ou séparatiste le principe de polyphonie au sein des musées de sciences ? La crainte majeure réside sans doute dans le fait de laisser une place à la parole à des mouvements extrêmes, prônant la croyance en place et lieu de l'approche scientifique, dont le créationnisme fait partie. Et c'est là que le terme de polyphonie est sans doute trop flou. Il n'est pas question d'affirmer que les positions adoptées par les musées de sciences n'ont jamais évoluées et ne sont pas confrontées aux controverses de leur temps (Zwang & Girault, 2019), que leur position n'est pas engagée (les déclarations contre les « dérives créationnistes » en témoigne justement). La question est celle du nivellement, de la mise sur un pied d'égalité de tous les discours. Le musée doit jouer un rôle de modérateur et continuer à faire prévaloir une parole scientifique, tout en la restituant bien entendu dans son contexte, justement pour « faciliter les compréhensions du monde » comme le propose justement le projet de nouvelle définition. C'est là l'un des défis majeurs pour les musées et leurs professionnels. Car tous les discours ne se valent pas, toutes les voix ne s'expriment pas sur le même registre, et les professionnels ont une responsabilité forte à endosser. Sans cela, difficile d'instaurer d'ailleurs un « dialogue critique sur les passés et les futurs ».

Cette dernière formulation peut d'ailleurs être également perçue comme cli-vante : est-ce l'essence de tous les musées que de fournir des éléments de compréhension et de réflexion pour construire les sociétés futures ? On ne peut que constater que les musées de beaux-arts semblent de plus en plus s'orienter vers une ouverture à des sujets de sociétés ou à des manières de traiter un sujet impliquant une relecture sociétale, de nombreuses expositions en témoignent depuis une dizaine d'années, de *Hajj* au British Museum en 2011 au *Modèle noir*, de *Géricault à Matisse*, au Musée d'Orsay en 2019. Mais cette voie n'est pas exclusive et ne saurait refléter l'ensemble des expositions produites par ces établissements dont le rôle moteur dans la recherche en histoire de l'art reste de mise. Qui d'autres que les musées d'ailleurs pour « mettre l'histoire de l'art en objets » ? Si le musée n'est évidemment pas neutre, l'objectivation nécessaire à l'analyse, la distance critique sont des compétences nécessaires et indispensables pour ne pas seulement « sauvegarder des mémoires diverses »

mais interroger ces mémoires au regard de l'histoire, ne pas seulement se faire l'écho de toutes les voix mais les relativiser, avec respect, certes, mais également sens critique. Car le musée et ses professionnels ont une responsabilité : pas seulement celle d'être un lieu d'expression du plus grand nombre, mais peut-être surtout celle de porter un point de vue pour justement aider à une meilleure compréhension des mondes.

Pour être reconnue, la définition doit être opérante et définir une ambition réaliste et opportune pour le plus grand nombre. Elle n'est pas un manifeste mais un outil, la « colonne vertébrale des musées ». Elle doit donc être perçue comme un phare, un repère et ne peut se permettre d'effrayer par une ambition démesurée que les acteurs des musées n'oseraient pas endosser. Comment ne pas trembler en effet face à de si hautes considérations que la justice sociale, la dignité humaine ou le bien-être planétaire ? Nul ne dira que nous ne pouvons être concernés par ces questions, le sujet n'est évidemment pas là : chacun doit y contribuer, c'est notre devoir de citoyen. Mais faut-il pour autant les poser comme des principes de définition qui conditionnent la nature des musées et, par conséquent, impactent les activités des professionnels qui y évoluent ? Quand encore beaucoup de musées se battent pour avoir les moyens de conserver correctement leurs collections, de les exposer, de pouvoir accueillir des publics, poser de hauts objectifs humanitaires peut paraître être une vision biaisée de la réalité quotidienne de nombre de professionnels. Si certains pays disposent d'un arsenal normatif instituant des formations et sanctionnant des titres qui garantissent cette professionnalisation, il n'en est pas de même partout, et la définition des musées se doit donc de prioriser clairement les objectifs à atteindre. L'ICOM participe d'ailleurs pleinement de ces efforts de formation menés en faveur de la communauté muséale et concentre encore ses programmes sur les grands fondamentaux métiers : gestion des collections, services éducatifs et destinés aux visiteurs, gestion des expositions, communication et marketing, planification, administration et finances, conservation et restauration, planification et préparation en cas d'urgence, intégration sociale. Ces fondamentaux ne peuvent être considérés comme acquis et ce n'est qu'en garantissant d'abord que ces fonctions premières sont partagées et démocratisées, notamment en ouvrant le spectre de la formation et du recrutement des professionnels, que les musées pourront assumer pleinement leur rôle social et faire face aux enjeux du monde contemporain.

Donner à la définition un tour par trop militant, imposer une vision, c'est prendre le risque d'exclure, y compris des musées dont les gouvernements n'adhéreraient pas à ses valeurs et de mettre ainsi en porte-à-faux les adhérents de l'ICOM par rapport à leurs tutelles. Il ne faut pas oublier que de nombreuses législations nationales intègrent tout ou partie de la définition de l'ICOM. De l'affirmation du rôle social des musées à celle d'un engagement militant, il y a un pas, celui qui risque de faire passer d'une définition englobante à une vision, qui comme toute vision, est critiquable et donc clivante. Si les musées ne sont évidemment pas neutres, la définition doit veiller elle à une forme de

neutralité raisonnable qui lui permette d'être acceptable et acceptée par tous. Sans cela, le risque existe de voir certains professionnels quitter l'ICOM s'ils ne s'y reconnaissent plus, s'ils s'y sentent étrangers.

Certes, il ne faut pas donner à cette définition plus d'importance qu'elle n'en a : quoi qu'elle devienne, elle n'empêchera pas les professionnels des musées de faire leur métier comme ils l'entendent, en fonction des contextes dans lesquels ils évoluent et des valeurs auxquels ils croient. C'est d'abord la question de l'identité de l'ICOM qui est en jeu. Brouiller la lecture des missions des musées dans des ambitions militantes, c'est prendre le virage d'une transformation fondamentale de l'ICOM en quelque chose de radicalement différent. Car l'enjeu majeur est sans doute là : souhaitons-nous que l'ICOM reste fidèle aux principes de sa fondation et demeure une association de professionnels de musées ? Ce n'est pas rester entravé dans des siècles d'histoire des musées et de contextes dépassés que de réaffirmer leur caractère spécifique, leurs « invariants », pour reprendre un terme cher à l'anthropologie, si c'est là ce qui unit les membres de l'ICOM et ce en quoi ils se reconnaissent une d'identité partagée. La colonne vertébrale de l'ICOM doit pouvoir s'appuyer sur ses deux jambes pour tenir l'équilibre : d'une part ses missions métiers fondamentales, de l'autre son rôle social. Et veiller à cet équilibre, dans la période de crise que l'ICOM traverse, est une absolue nécessité.

Références

-
- Bertin, M. (2020). *Présentation des résultats de l'enquête ICOFOM*. Dans J. Raoul-Duval (Ed.). (2020). *De quelle définition les musées ont-ils besoin ?* (pp. 143-146). Paris, ICOM France.
- Chiss, J.L. (2020). *Quelques remarques linguistiques sur la définition de « musée »*. Dans J. Raoul-Duval (Ed.). *De quelle définition les musées ont-ils besoin ?* (pp. 121-125). Paris, ICOM France.
- Mairesse, F. (2020). *Définitions et missions des musées*. Dans J. Raoul-Duval (Ed.), *De quelle définition les musées ont-ils besoin ?* (pp. 33-40). Paris, ICOM France.
- Rivière, G. H. (1960). *Stage régional d'études de l'Unesco sur le rôle éducatif des musées* (Rio de Janeiro, 7-30 septembre 1958; p. 12). Paris: Unesco. Page consultée le 19 juin 2020, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000133841>
- Zwang, A., & Girault, Y. (2019). *Musées et aires protégées, à la croisée de multiples enjeux pour l'éducation relative à l'environnement*. Dans Y. Girault, A. Zwang (Ed.), *L'éducation à l'environnement au sein des aires protégées et des musées*. Revue *Éducation relative à l'Environnement*, volume 15. Montréal, 2019. Page consultée le 31 août 2020, <https://journals.openedition.org/ere/3368>

Membres du comité de direction du Muséum national d'Histoire naturelle – MNHN. (2019). *Le musée doit rester universel !* Dans *Médiation des trous noirs. Définir le musée*. (pp. 21-22). La Lettre de l'OCIM (n°186).

Contribution d'ICOM France à l'analyse des termes de la proposition de nouvelle définition du musée. (2019). *Analyse de la provenance des termes utilisés*. Page consultée le 16 juin 2020, <https://www.icom-musees.fr/actualites/proposition-de-la-nouvelle-definition-du-musee>.

Statuts tels qu'amendés et adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire le 9 juin 2017 (Paris, France). (2017). Page consultée le 16 juin 2020, https://icom.museum/wpcontent/uploads/2018/07/2017_ICOM_Statuts_FR.pdf.